



# Pas une année de plus pour l'école de Blanquer ! En grève le 26 janvier !

Si une grève est appelée mardi prochain par une large partie des organisations syndicales de l'éducation nationale, c'est qu'il est urgent d'agir pour le service public d'éducation. Les raisons de nos inquiétudes et de nos colères sont nombreuses. Chaque collègue ressent un glissement vers une école qui tient de moins en moins ses promesses d'égalité et d'émancipation, chaque collègue peut voir ses conditions de travail se dégrader dans l'indifférence institutionnelle. Tout n'est pas imputable à la pandémie, le virus du libéralisme autoritaire a aussi contaminé notre institution depuis longtemps et ses effets secondaires se concrétisent, progressivement, douloureusement, sous nos yeux tous les jours.

## Avant le virus, l'école était déjà malade.

Après une cure d'austérité de plus de 30 ans, le service public d'éducation était déjà dans un état critique, le virus l'a achevé. Quand tout ne tient qu'à un fil, tout peut s'écrouler au moindre obstacle. Avec l'arrivée du « variant anglais » il va sûrement falloir ressortir nos formulaires de « droit de retrait » car il existe des écoles dans lesquelles des dizaines de contaminations sont recensées et que l'on maintient ouvertes, en envoyant tranquillement des remplaçant-e-s et des élèves travailler dans des clusters objectifs. Ce genre de pratiques révèle une nouvelle fois l'état d'esprit qui règne à la tête du ministère. Les écoles doivent restées ouvertes, nous sommes d'accord, mais les moyens doivent suivre pour diminuer les groupes et assurer tous les remplacements.

## Tri social et misère économique au programme

Le ministre a érigé le mépris, l'autoritarisme et l'hypocrisie en méthode managériale. Le mépris pour les élèves des milieux modestes qui se voient sélectionnés par Parcoursup et pénalisés par la réforme du lycée et du bac. Cette réforme accentue « l'effet établissement » et condamne les élèves de milieux modestes aux voies de relégations scolaires et aux déterminismes de la reproduction des inégalités sociales. Le dernier budget prévoit encore de supprimer 2 000 postes dans le secondaire.



Le mépris pour les personnels auxquels ce ministère ment effrontément à chaque fois qu'il parle de « revalorisation historique » qui ne concerne que quelques dizaines d'euros pour 30 % des agents. Rien en vue pour les AESH, les AED et les précaires sauf une persistance de la précarité et une intensification de la charge de travail. Ces collègues seront en tête de cortège ce mardi !

Il se peut que le ministère ait besoin d'argent puisqu'en décembre, il a pris un décret qui octroie aux chefs d'établissement une augmentation

supplémentaire d'environ 900 € par an en moyenne et ce 20 janvier, il augmente les cadres du ministère de plus de 500€ par mois (un DGESCO, ça émerge quand même à 15 000 €).

Avec le gel du point d'indice, le gouvernement ne se contente pas de faire des économies en maintenant les fonctionnaires au bas de l'échelle des salaires de l'OCDE. Il sait que la généralisation des primes permettra de diviser les personnels et d'acheter leur obéissance. On attire les jeunes recrues avec des primes d'entrée dans le métier et une formation minimale. On fait comprendre à tout le monde que l'acceptation de missions supplémentaires (stage pendant les vacances, formation en constellation, « stage de réussite » etc.) est la seule voie de revalorisation du salaire. Le gouvernement sait aussi que les revendications des fonctionnaires sur leurs salaires sont inaudibles dans une population touchée en grande partie par les licenciements et les faillites que la gestion capitaliste de la crise du virus a engendrés. Nous devons affirmer que la défense du service public passe par la considération des travailleuses et travailleurs qui le font vivre. L'argent pour les « emplois essentiels » passe aussi par une revalorisation des fonctionnaires et un plan d'urgence pour l'éducation et la santé. Sur les 100 milliards du « plan de relance » ; rien pour les services publics ! Voilà les « priorités » de ce pouvoir.



## Le management, c'est la science des ânes.

Le mépris pour nos conditions de rémunération se double du mépris pour notre expertise pédagogique et notre professionnalisme quand le ministre édicte des méthodes à appliquer avec, en guise de bâton, le couperet des évaluations nationales obligatoires. On ne dira jamais assez que les dispositifs qui nous sont imposés sont des outils de contraintes nuisibles à nos élèves. Notre liberté pédagogique est la condition de notre efficacité

professionnelle puisqu'elle nous permet de nous adapter aux contextes très différents des classes dont nous avons la charge. Il n'y a que les managers qui pensent que « l'efficacité » passe par l'établissement de « bonnes pratiques » issues d'un labo de neuroscience pour être imposées uniformément sur tout le territoire. Nous ne fabriquons pas des boîtes de conserve en série, nous éveillons des consciences et nous armons des esprits. Il n'y a pas ni « protocole », ni « item » pour ça. Après le « petit livre orange », la méthode de lecture LEGO (éditée directement par le ministère et bientôt « vivement conseillée » par nos chefs) voici venir les évaluations nationales en grande et petite section ! Il faudra bien, un jour, refuser de soumettre nos enfants de trois ans à cette sinistre farce.

### **La vérité si j'mens.**

Il y a aussi le mensonge des manipulations chiffrées qui nous disent qu'on peut entasser les élèves dans des classes sans danger, car il n'y a que 0,3 % de contamination en milieu scolaire (Blanquer le 3 janvier). Les mêmes chiffres en trompe l'œil disent que 87 % des demandes d'AESH pour les élèves porteurs de handicap sont pourvues puisque les prises en charge mutualisées saupoudrent quelques heures par semaine de présence humaine auprès d'élèves qui auraient besoin d'une présence régulière. Ce mépris pour les élèves et leurs familles est insupportable. Ces chiffres sont des insultes à la pensée honnête.

Quand aux CP CE1 dédoublés, ils sont les arbres qui cachent... la déforestation de l'exécution des RASED, des REP et de la santé scolaire qui sont autant d'attaques contre les droits sociaux des enfants.

Le projet de loi 4D condamne les infirmières et médecins scolaires à l'incertitude avec le passage d'une gestion nationale à une prise en charge par les collectivités locales (avec la précarisation qui l'accompagnera sans l'ombre d'un doute). Les REP se verront démantelées et les moyens éducatifs particuliers ne seront plus versés automatiquement en fonction du niveau social des publics mais en fonction des « projets » présentés à des commissions qui alloueront (ou pas) des subsides pour 3 ans moyennant évaluations et contrats d'objectifs. Le capitalisme libéral applique son choc managérial au service public d'éducation, c'est une véritable « guerre aux pauvres » qui s'organise si on prend la peine de gratter le vernis technocratique et publicitaire de la communication gouvernementale.



Le fonctionnement des écoles est piloté par des principes de marché, la loi de transformation de la fonction publique (merci Chalas) ouvre les vannes au recrutement massif de contractuels et nous voyons en ce moment les collègues précaires arriver dans le premier degré dans des proportions inédites. C'est cette même loi qui supprime le droit de regard syndical sur les mutations et promotions des collègues et laisse tout pouvoir à l'administration sur ses agents. C'est cette même loi qui commande de supprimer les CHSCT en pleine pandémie. La guerre aux pauvres, c'est aussi la mise à sac du lycée pro au profit de la formation patronnale.

### **Sois prof et tais-toi.**

Quand les droits sociaux reculent, quand le service public est attaqué, il se trouve des gens pour réagir, il se trouve des collègues pour lutter, il se trouve donc des « responsables » pour les faire taire. On se souvient des flics dans les établissements pendant les E3C et des exactions policières sur les élèves. On se souvient des sanctions contre les collègues de Melle ou de Bordeaux, prises au cœur du deuxième confinement lors de conseils de discipline Kafkaïens, que la justice administrative finira par annuler partiellement, contredisant la rectrice. On sait aussi que la loi « sécurité globale » autorise, par anticipation, la répression arbitraire des futures mobilisations contre le retour des réformes des retraites et assurance chômage que le gouvernement veut ressusciter. Cette même loi entend permettre le fichage généralisé des appartenances syndicales, politiques et religieuses d'absolument tout le monde. « Nous défendons la liberté d'expressions » disaient-ils en enterrant S.PATY.

### **Celles et ceux qui vivent, sont celles et ceux qui luttent...**

Nous aussi, comme travailleuses et travailleurs de l'éducation, il nous faut défendre nos valeurs et nos conditions de travail. Il faut défendre le projet toujours neuf d'un service public égalitaire et émancipateur. Il faut prendre notre part dans le combat pour la justice sociale et les libertés publiques. Personne ne luttera à notre place. Si l'éducation est notre métier, si la liberté et la solidarité sont nos boussoles, la grève reste un outil pour nous faire respecter et imposer un autre futur pour nous et nos élèves.

**le 26 janvier :**

**En grève et en manifestation 14h place Verdun – Grenoble**

**Assemblée générale des personnels en lutte à l'issue de la manifestation – rectorat.**